

# « Que les praticiens sociaux ne s'habituent jamais aux situations d'injustice »

Sociologue, directeur scientifique du laboratoire d'étude et de recherche sociales (LERS) et président de l'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales (ACOFIS), Manuel Boucher s'interroge sur les transformations du travail social et appelle les travailleurs sociaux à développer leurs capacités de rébellion...



PHOTO DR

**Depuis quelques années, le travail social s'est profondément transformé et ses interventions également. Il semble que les effets de cette mutation soient aujourd'hui plus orientés vers une notion de contrôle (familles, usagers, enfants etc..) que vers l'assistantat comme par le passé, voire même que par la mise en place de solidarité... Quelle analyse faites-vous de cette transformation des missions du travail social ?**

Les travailleurs sociaux sont aujourd'hui directement confrontés à certains effets destructeurs de la globalisation remettant en question les systèmes de protection sociale, de solidarité et de partage des richesses,

cruciaux pour combattre la « terreur de l'incertitude » et ses conséquences néfastes pour les individus. Dans ce contexte, nous sommes d'accord avec Robert Castel pour dire que les difficultés que connaît le travail social actuellement sont d'abord liées à la remise en cause de l'État social (*La montée des incertitudes*, 2009) mais elles sont également associées à la recomposition des modes de contrôle et de pacification sociale. Ainsi, les travailleurs sociaux contemporains s'inscrivent dans un champ beaucoup plus vaste que celui qu'ils connais-

premier, relativement fermé, est tendanciellement réservé aux diplômés du travail social. Il concerne le noyau dur des professions canoniques, exerçant essentiellement dans les secteurs du handicap, de la protection de l'enfance ou des personnes et familles en difficulté. Dans ce secteur classique, nous assistons à la recomposition d'une politique sociale (État et conseils généraux) complexe héritée de l'après-guerre (État-providence) fondée sur les valeurs égalitaristes républicaines chargées, d'une part, de traiter les dysfonctionnements sociaux (aide sociale,

**Les difficultés que connaît le travail social sont d'abord liées à la remise en cause de l'État social.**

saient avant le désengagement de l'État social décrit par Castel. En effet, le travail social professionnel fortement relié à des références déontologiques se confronte désormais au champ de l'« intervention sociale », espace beaucoup plus flou au sein duquel on retrouve une pluralité d'acteurs sociaux plus ou moins qualifiés, aux logiques d'actions et aux raisons d'agir moins clairement établis que les travailleurs sociaux classiques. Aujourd'hui, il existe principalement deux types de marchés du travail : le

handicap, enfance en danger, traitement de la délinquance...) et, d'autre part, de combattre institutionnellement, politiquement et économiquement les effets néfastes d'une société capitaliste inégalitaire (traitement social du chômage, politique du logement social, lutte contre les discriminations). Le second secteur périphérique de l'intervention sociale est plus ouvert aux recrutements externes. Il concerne des espaces d'intervention en expansion (aide à domicile, médiation urbaine, insertion, développement lo-



cal, accompagnement des populations immigrées, actions de parentalité etc.). Quoi qu'il en soit, ces deux modèles d'intervention sociale sont hiérarchiquement et politiquement inégaux. Ainsi, au sein du secteur périphérique, nous constatons l'expansion d'une politique de pacification sociale hétérogène et pragmatique, relayée par des élus locaux et dont la fonction est principalement de maintenir l'ordre dans des espaces de ségrégation en développant des logiques coercitives et de médiation communautaire (ethniques, religieuses, morales). Dans ce cadre, ce qui compte au premier chef, ce n'est pas l'aptitude des intervenants sociaux à analyser des « situations problèmes » mais leur capacité à contenir des désordres potentiels. Nous assistons ainsi à une dissolution relative des références déontologiques et des pratiques émancipatrices des intervenants sociaux, au profit de l'utilisation de ressources pacificatrices. Nous n'assistons donc pas à la fin du travail social professionnel mais plutôt à sa désarticulation et à son intégration dans un programme politico-institutionnel de complexification des logiques de contrôle, comme vous l'évoquez, et de pacification sociale...

**Que ce soient ceux du public ou ceux du monde associatif, les travailleurs sociaux semblent également subir une certaine « culture du chiffre » et donc du rendement. En quoi selon vous cela peut-il (ou non) être lié à la mise en place des politiques actuelles ?**

Effectivement, dans un contexte de développement du précaire, beaucoup de travailleurs sociaux soulignent leurs difficultés à vivre l'intensification des conditions de travail. Alors que certains d'entre eux sont les opérateurs du « social de compétition » défini par Jacques Donzelot, ils doivent également se conformer à des logiques de management hyper-gestionnaires bien décrites par Michel Chauvière (voir M. Boucher (dir.), *Penser les questions sociales et culturelles contemporaines : quels enjeux*

*pour l'intervention sociale*, 2010). En outre, notamment dans les quartiers populaires concernés par la politique de la ville, les intervenants sociaux doivent sans cesse communiquer sur leurs actions et montrer qu'ils sont médiatiquement utiles aux élus qui les financent. Néanmoins, des acteurs sociaux de « front office », notamment pour « sauver leur peau », résistent aux logiques de pacification sociale promues par les pouvoirs publics. Ils les contrecarrent en façonnant des interactions singulières basées sur des relations sociales de respect, de reconnaissance réciproque, de contre-stigmatisation, favorables au

## Il nous paraît important de favoriser la repolitisation et l'autonomie d'action et de réflexion des acteurs sociaux.

développement de l'esprit critique et de l'émancipation des personnes limitant ainsi les effets néfastes des logiques de pacification.

**Selon vous le travail social doit-il s'habituer à gérer la pauvreté, notamment dans les quartiers de relégation sociale, ou peut-il encore devenir une force de propositions pour des transformations sociales ?**

Combattre les préjugés à l'égard des cas sociaux ne suffit pas. Au nom de la défense des opprimés, des pauvres et des discriminés, il faut, en effet, se méfier de tomber dans le travers bien décrit par Didier Lapeyronnie (*Ghetto urbain*, 2008), autrement dit, donner aux usagers du travail social la « forme de l'informe », sous prétexte qu'ils sont en situation de vulnérabilité. Comme le souligne Benn Michaels (*La diversité contre l'égalité*, 2009), ce n'est pas parce que nous changeons notre attitude à l'égard des pauvres que la pauvreté va disparaître. Au-delà des discours politiquement corrects sur les préjugés et le respect des pauvres, c'est donc bien sur le système social et économique qu'il faut agir, en même temps qu'il faut redonner du sens et des capacités d'action à l'intervention sociale.

En définitive, refuser les logiques d'instrumentalisation en œuvre dans l'espace de l'intervention sociale n'est pas impossible mais nécessite l'articulation de deux mouvements : d'une part, une conflictualisation du champ social par les intervenants sociaux eux-mêmes et, d'autre part, une redynamisation du processus de professionnalisation structuré, notamment, par le partage de références déontologiques (émancipation, capacité de transformation sociale) nécessairement engagées. Nous pensons, en effet, que le danger majeur que courent les intervenants sociaux est qu'ils soient simplement considérés comme

des agents de la domestication des classes populaires et des personnes en souffrance, par conséquent, qu'ils soient principalement évalués au regard de leurs capacités de contrôle et de pacification de ces catégories de personnes. Pour éloigner ce risque, il nous paraît alors important de favoriser la repolitisation et l'autonomie d'action et de réflexion, notamment par l'intermédiaire de la professionnalisation et de la reconnaissance sociale, des acteurs sociaux devant favoriser l'émergence d'espaces de conflits et coproduire les capacités d'émancipation de personnes en situation de pauvreté. Il nous paraît donc fondamental que les praticiens sociaux ne s'habituent jamais aux situations d'injustice et développent leurs capacités de rébellion.

Propos recueillis par **Guy Benloulou**

A lire : *Penser les questions sociales et culturelles contemporaines : Quels enjeux pour l'intervention sociale ?* Manuel Boucher (éd. l'Harmattan, 2010)